

# LE MATiN.ma

L'ingénierie informatique, en tant qu'épine dorsale de la formation dispensée dans les écoles, est une filière du présent et de l'avenir, transversale à tous les secteurs économiques, et constitue par-delà l'une des priorités de toute structure économique moderne, a affirmé le secrétaire d'Etat chargé de la Formation professionnelle, Saïd Oulbacha.

Intervenant, vendredi soir à Fès, lors de la cérémonie de remise des diplômes aux lauréats de l'Ecole supérieure de l'ingénierie en sciences appliquées (ESISA), au titre de l'année 2005, M. Oulbacha a fait savoir que le gouvernement a conclu, en avril 2001, un contrat programme avec les organisations professionnelles représentant les nouvelles technologies de l'information et de la communication visant la formation de 63.000 techniciens et techniciens spécialisés et la mise à niveau des ressources humaines du secteur (12.000 professionnels).

Soutenant que ceci dénote l'importance du marché de la formation dans le domaine des NTIC et les potentialités d'insertion offertes par ce secteur, il a indiqué qu'une interaction forte avec les professionnels et une approche en temps réel des besoins des opérateurs économiques est nécessaire au niveau des établissements de formation pour faciliter l'insertion des lauréats.

M. Oulbacha a, de même, estimé que la formation continue renforcée au niveau des établissements contribuera sans aucun doute à la mise à niveau des qualifications, à l'amélioration de l'emploi des salariés et au développement de la compétitivité des entreprises.

Pour sa part, Mohamed Mohattane, secrétaire d'Etat chargé du Développement rural, a souligné que la filière de l'ingénierie en sciences appliquées est un créneau porteur, rappelant que le monde actuellement est en train d'évoluer vers des sociétés du savoir, de la connaissance, de la science et de la technique.

Evoquant la fracture numérique, qui sépare les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée, et les défis de la mondialisation, il a émis le souhait de voir le secteur privé participer à hauteur de 20 % dans la formation des cadres, afin qu'il joue pleinement son rôle.

Déplorant la fuite des cerveaux des pays du sud vers ceux du Nord, il a précisé que cela porte préjudice aux secteurs de l'enseignement public et privé et souligné la nécessité pour les jeunes lauréats de participer au développement et à la croissance du pays.